



Annales historiques de la Révolution française

350 | octobre-décembre 2007
Justice, nation et ordre public

Hervé Leuwers, *L'invention du barreau français, 1660-1830. La construction nationale d'un groupe professionnel*

Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2006, 448 p., ISBN 2-7132-2106-4, 22 €

Jean Bart



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11324>
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007
Pagination : 186-190
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean Bart, « Hervé Leuwers, *L'invention du barreau français, 1660-1830. La construction nationale d'un groupe professionnel* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 350 | octobre-décembre 2007, mis en ligne le 29 décembre 2009, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11324>

Tous droits réservés

Sur un aussi large champ, il n'est guère étonnant que la décennie révolutionnaire française n'ait pas suscité une grande curiosité : si l'on s'en tient au strict cadre chronologique, l'on retiendra la contribution d'Emmanuel Berger qui, dans notre revue a publié, en 2004 (n° 3, p. 41-62), un article intitulé « Le modèle judiciaire libéral mis à l'épreuve : la surveillance des juges sous le Directoire ». Au colloque de Québec, il a présenté le résultat de ses recherches sur le rôle effectif des juges de paix et des directeurs de jury en ce qui concerne l'opportunité des poursuites pénales dans quatre arrondissements judiciaires belges, sous le titre : « Les officiers de police judiciaire sous le Directoire : des auxiliaires de justice protecteurs des libertés individuelles » (p. 157-174). Se fondant sur une étude statistique et qualitative des abandons de poursuites, en matière de vagabondage et de mendicité, de propos contre-révolutionnaires et d'infractions à la police des cultes, l'auteur montre que ceux qui devaient décider de continuer ou d'arrêter la marche de la procédure ont fait preuve, au sein du département de la Dyle et d'une partie du département de Jemmapes, d'une certaine indépendance à l'égard du pouvoir exécutif, en faisant respecter, dans la mesure du possible, les libertés des citoyens. Mais cela sera, assurément, de courte durée, en raison des réformes intervenues dès le début du Consulat.

Si l'on élargit l'angle chronologique, de part et d'autre de la Révolution, la moisson est plus abondante : le rôle en matière de justice et le statut des sergents de ville, commissaires de police, gardes forestiers, huissiers, procureurs, arbitres, curés, médecins, chirurgiens, sages-femmes... sont étudiés ici ou là au siècle des Lumières, de même qu'au début du XIX^e siècle, ceux des gendarmes, des bourreaux, des « suppléants de paix », des experts. Au total un patchwork non dépourvu d'attrait.

Jean BART

Hervé LEUWERS, L'invention du barreau français, 1660-1830. La construction nationale d'un groupe professionnel, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2006, 448 p., ISBN 2-7132-2106-4, 22 €.

Depuis quelques décennies, l'histoire de la profession d'avocat a fait l'objet de recherches diverses, géographiquement dispersées, de caractère essentiellement monographique. Si Hervé Leuwers en a bénéficié, son livre dépasse de beaucoup leur simple synthèse. Car il a pris son bâton de pèlerin pour parcourir toute la France et visiter l'ensemble des barreaux locaux afin de recueillir dans leurs archives des documents inexplorés, sans négliger ceux qui se trouvent dans les dépôts publics où dorment les papiers des anciens parlements et des cours d'appel. Au surplus, la chronologie choisie, du début du règne personnel de Louis XIV à la Monarchie de juillet, lui permet de montrer comment, de l'émission de groupes hétéroclites rassemblant tous ceux qui prenaient le nom d'« avocat » - dont certains ne mettaient jamais les pieds dans un prétoire -, on est parvenu, au cours de la première moitié du XIX^e siècle, à « la construction nationale d'un groupe professionnel », ainsi que l'indique le sous-titre de l'ouvrage. Le titre lui-même est d'ailleurs tout à fait adéquat, car il s'agit bien d'une « invention », au sens premier du terme. Mais d'une invention qui a pris du temps, rythmée par les mutations poli-

tiques, juridiques et sociales, et toujours modelée par la construction de l'État moderne.

La transformation de l'avocature commence au cours des cent trente dernières années de l'Ancien Régime, période qui remplit les six premiers chapitres du livre. Elle se manifeste d'abord par une « professionnalisation différenciée » : exigences de compétence liées à la réforme des études juridiques et à la nécessité d'un stage ; spécialisation souhaitée dans les fonctions d'auxiliaire de la justice ; résidence auprès de telle ou telle juridiction... Mais les disparités sont encore grandes au sein du royaume. Quoi qu'il en soit, au même titre que les activités d'ordre médical, c'est à l'intervention du pouvoir royal, soit directement (ordonnance civile de 1667, édit de Saint-Germain de 1679), soit par l'intermédiaire des parlements, qu'est due cette évolution.

Les « ordres » d'avocats – divers selon les lieux – conservent toutefois une relative indépendance face à « l'État colbertien » et refusent de se considérer comme des « corps », ce qui les différencie des communautés de procureurs ou des compagnies de notaires. En 1750, le chancelier d'Aguesseau n'affirme-t-il pas qu'ils ne sont que « l'effet d'une convention volontaire, plutôt que l'ouvrage de l'autorité publique » (p. 82) ? Le fait que la fonction d'avocat ne constitue pas un office y est assurément pour quelque chose. Par ailleurs, sans que soient abandonnées les pratiques spirituelles, charitables ou sociables des membres de l'ordre, ce dernier prend ses distances avec les confréries, d'où un début de laïcisation qui n'ira qu'en s'accroissant, au gré du développement de l'assistance judiciaire. Au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle, sur la base d'organisations locales ou provinciales en cours d'harmonisation sur le modèle du système parisien, apparaissent le terme et le concept de « barreau français », qui traduisent l'originalité de la profession, elle-même évoquée par les mots de liberté et d'indépendance. Ces valeurs modèlent un véritable « droit commun » de l'ordre. Liberté de chaque avocat dans l'accomplissement de ses tâches au service des plaideurs, aussi bien à l'audience publique que dans le silence de son cabinet, sans crainte des puissants ni des autorités extérieures ; indépendance du groupe qui, sous la conduite des responsables qu'il choisit librement, définit sa propre discipline. Affirmer de tels principes ou exigences, ne va pas cependant sans provoquer des conflits, notamment avec les magistrats, souvent enclins à enfermer la liberté de parole des défenseurs dans d'étroites limites ; d'où incidents d'audience, rappels à l'ordre, sanctions... qui ne manquent pas de susciter des grèves d'avocats, dures et nombreuses, « qui soulignent à quel point les ordres peuvent se transformer en organisations de combat pour l'indépendance du corps et l'honneur de la profession » (p. 140).

Sur le plan social, l'« honneur » est également revendiqué, jusqu'à la reconnaissance d'une « noblesse personnelle ». Cependant, à cet égard également, la diversité est grande ; hier comme aujourd'hui, les membres du barreau ne forment pas un groupe homogène. Malgré tout, le barreau acquiert, à la fin de l'Ancien Régime, une « identité sociale » certaine et relativement ouverte en dépit d'une forte reproduction familiale. L'entrée au sein du barreau, avec la prestation de serment et l'inscription au tableau, apparaît comme une sorte de sacerdoce conférant une qualité appréciée uniforme, d'autant que l'avocature peut conduire à la magistrature dont elle serait le séminaire. Mais les ambitions des avocats se heurtent aux résistances et aux obstacles inhérents à une société reposant sur les privilèges,

et, à la fin du XVIII^e siècle, surtout en province, vives sont leurs plaintes relatives à « la modestie et [à] la fragilité du rang et des privilèges attachés à leur profession », alors que leur dévouement et leur désintéressement deviennent des leitmotive de la littérature professionnelle. En dehors de celle-ci, toutefois, l'appétence des avocats pour le profit est volontiers dénoncée. Hervé Leuwers en donne des exemples savoureux ; tel, pour n'en rapporter qu'un, le propos de Louis Sébastien Mercier : « Les écrivains se battent pour la gloire, les avocats se battent pour la gloire et pour la soupe » (p. 192).

Reste que leur rôle dans la vie publique est grand. C'est parmi les membres du barreau que sont recrutés beaucoup d'agents de la monarchie comme des administrations locales : sudélégués, conseils des États, là où ils existent encore, échevins ès qualité, administrateurs de collèges, de fabriques, d'hôpitaux... L'édit de 1679 leur a ouvert, en outre, les portes de l'Université puisque les nouvelles chaires de « droit français » qu'il crée auprès de chaque Faculté de droit doivent être confiées à des « praticiens », ce qui leur vaudra d'ailleurs un certain mépris de la part de leurs savants collègues. Quoi qu'il en soit, les avocats, auteurs de factums, de traités, d'ouvrages académiques divers, peuplent les sociétés de pensée et participent à la vie culturelle. Ils se trouvent, en conséquence, « au cœur du débat public » ; au temps des Lumières, beaucoup d'entre eux s'engagent dans l'opposition à l'arbitraire monarchique et dans la défense des « libertés », avec tout ce que ce pluriel contient d'ambiguïté. La grande majorité d'entre eux n'ont-ils pas été aux côtés des parlements lors des tentatives avortées de réforme de la justice ? Avec opportunité, Hervé Leuwers pose la question de savoir si les ordres d'avocats se sont constitués en « corps politiques ». Il souligne, très justement, la diversité de leurs positions idéologiques, ainsi que, dans l'ensemble, leur soumission au pouvoir politique comme à l'Église, et on ne peut que l'approuver lorsqu'il conclut, pour l'Ancien Régime, en affirmant que « si l'on tente une lecture politique de leur histoire, il est probablement juste de dire que leurs combats ont profité aux idées libérales, mais erroné de les présenter comme une force libérale en plein XVIII^e siècle » (p. 219). La nuance est d'importance. On a trop tendance, comme il l'a montré plus loin, à plaquer sur le barreau du temps des Lumières un schéma anachronique.

La fin de la décennie quatre-vingts précipite cependant les choses. Au cours de la dernière année de l'Ancien Régime, de l'échec de la réforme Lamoignon à la réunion des États généraux, la profession d'avocat connaît une « sorte d'apogée ». De fait, on a beaucoup insisté sur le rôle déterminant qu'auraient joué ceux qui se paraient du titre de « citoyens et jurisconsultes » dans la pré-Révolution, dans la rédaction des cahiers de doléances, et dans les élections du printemps 1789, favorables à beaucoup d'entre eux. Dès ce moment-là, cette importance est affirmée, voire dénoncée : Hervé Leuwers cite, à cet égard, un pamphlet dijonnais dénonçant « la barreaucratie qui gouverne le tiers-état » (p. 240). Cependant, avec une finesse, un sens des nuances et le souci de ne pas succomber aux généralisations hâtives, qui caractérisent l'ensemble de l'ouvrage, il ramène les choses à leurs justes proportions et l'on ne peut que l'approuver d'écrire : « [...] il faut souligner la diversité du barreau, éviter d'exagérer son influence réelle et signaler les méfiances que ses interventions ou son poids politique suscitent parfois ; le rapprochement du barreau et des idées patriotiques n'est pas sans contradictions » (p. 236). Toujours est-il que ceux qui apparaissaient comme les champions de la liberté sont victimes de la liberté... de la défense. Le paradoxe a souvent été remarqué. La profonde

réorganisation de la justice votée par les Constituants, dont près du quart étaient des avocats, a privé ces derniers, ainsi que leur ordre, de toute existence officielle. Devenant de simples « hommes de loi », ils peuvent, comme tous les autres citoyens, être « défenseurs officieux », mais ils perdent leur costume et leurs privilèges, ainsi que, *a fortiori*, la faculté de constituer un corps. Ils peuvent cependant se présenter aux élections des juges dont la candidature exige, sauf pour les juges de paix, la qualité d'homme de loi ainsi qu'une certaine expérience. Toutefois, malgré de telles possibilités de reclassement, « on est avant tout frappé par le grand nombre de ceux qui disparaissent de la vie judiciaire » (p. 255).

Cette éclipse est de courte durée, car, tel le phénix, le barreau renaît peu à peu de ses cendres dès la fin du Consulat, sous l'effet d'une « réinvention » voulue à la fois par les avocats et par le nouveau maître de la France. Dès 1802, la robe noire se porte de nouveau, ainsi que, en 1804, le nom d'avocat, attribué aux défenseurs – qui ne sont donc plus « officieux » – inscrits sur un tableau dressé par les juges. En 1810, surtout, un décret impérial régleme « l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau ». Les ordres professionnels reparaissent tout en étant rationalisés, unifiés et contrôlés. L'architecture impériale est consolidée sous la Restauration (1822), sans que l'aspiration à obtenir une plus grande indépendance professionnelle soit satisfaite. En ce domaine comme en d'autres, la Révolution de juillet entraîne une relative libéralisation : dès la fin de l'été 1830, chaque ordre local peut élire en son sein un bâtonnier et un conseil de discipline et tout avocat inscrit au tableau peut plaider, sans autorisation, devant tous les tribunaux et cours du royaume.

Dès lors, à l'instar de celle du médecin, de l'artiste ou de l'homme de lettres, l'avocat définit sa profession comme étant « libérale ». Qu'est-ce à dire ? Certaine est la polysémie du terme, variant selon les lieux et les moments. En l'occurrence, l'épithète renvoie au vocabulaire juridique latin qui caractérisait les *artes liberales* par le fait qu'ils n'entraînaient pas le paiement d'un « salaire », mais d'« honoraires », et parmi lesquels on trouvait effectivement les fonctions d'avocat ou de médecin, à côté de celles... des nourrices. Il manifeste certes aussi la volonté d'affirmer l'indépendance de la profession vis-à-vis de l'État, la liberté de l'exercice de la défense ainsi qu'une relative autonomie des barreaux. À cet égard, une certaine continuité peut être perçue par rapport aux attentes de la fin de l'Ancien Régime. Cependant, Hervé Leuwers met une nouvelle fois son lecteur en garde contre les affirmations si souvent répétées qui ont tendance, en cette manière comme en d'autres, à réduire la profondeur de la rupture révolutionnaire. Le barreau de la première moitié du XIX^e siècle n'est plus celui du temps des Lumières, tant sont grandes les « transformations subies par la culture professionnelle et sociale des avocats au lendemain de la Révolution » (p. 299) ; « il n'y a pas rétablissement, mais réinvention » (p. 307). Ici encore, la démonstration est lumineuse.

Qu'en est-il, enfin, sur le plan politique ? Si, sous l'Empire ou la Restauration, les barreaux s'expriment volontiers en la matière, c'est avant tout pour manifester leur fidélité au gouvernement... du moment. Cependant – heureusement – les avocats eux-mêmes, pris individuellement, expriment des opinions diverses. Sont-ils majoritairement libéraux au début de la Monarchie de juillet ? Rien n'est moins sûr. Hervé Leuwers a encore raison d'affirmer que l'exercice d'une profession dite libérale ne conduit pas nécessairement au libéralisme politique : « la profession

se fait « libérale », sans que l'adjectif ne renvoie à une quelconque adhésion collective aux idées de liberté civile et politique » (p. 324). Ainsi se termine le dernier chapitre d'un livre brillant, enrichi de précieux tableaux et annexes.

Jean BART

Clarisse COULOMB, Les Pères de la patrie. La société parlementaire en Dauphiné au temps des Lumières, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2006, 544 p., ISBN 2-7061-1315-4, 35 €.

Les événements de 1788 en Dauphiné sont bien connus et nombre de travaux sur les années qui précèdent la Révolution consacrent des développements à l'envoi en exil du parlement du Dauphiné et à la célèbre journée des Tuiles à Grenoble en juin 1788. Toutefois, selon Clarisse Coulomb, l'historiographie a souvent insisté avant tout sur l'activité des hommes les plus en vue du Tiers dauphinois, tels Barnave et Mounier, en minorant le rôle joué par les parlementaires. Elle place donc ici le parlement au cœur de sa recherche et entend surtout proposer aux lecteurs non une nouvelle histoire politique des événements dauphinois, mais une vision d'ensemble qui touche tant à l'histoire politique qu'à l'histoire culturelle et à l'histoire économique et sociale. Aussi ne trouvera-t-on pas dans cet ouvrage un récit détaillé de la « pré-Révolution », de nombreux autres travaux ayant d'ailleurs, et depuis longtemps, fort bien présenté les années 1787-1788. Dès lors, seuls deux des treize chapitres traitent directement de la Révolution : le chapitre 12 sur « l'heureux retour de 1788 », le chapitre 13 sur « la résistance des familles » pendant les années révolutionnaires et impériales. L'essentiel du livre tient donc de la prosopographie et offre de précieuses informations sur le milieu parlementaire, ordonnées en quatre parties successives : la première consacrée à l'étude des familles, la seconde à leurs patrimoines, la troisième à la formation et à la culture des magistrats, la dernière à « l'action » avec trois temps forts : 1764, 1775 et 1788.

La « Compagnie des officiers du parlement de Dauphiné » était, sous le règne de Louis XVI, formée de soixante-six magistrats. Ce nombre la rangeait parmi les cours d'importance « moyenne », là où plusieurs autres parlements en comptaient une centaine et celui de Paris plus de deux cents. Après Rennes au XVII^e siècle, le parlement de Grenoble est la seconde cour à avoir, à partir de 1762, exigé quatre degrés de noblesse pour ceux qu'il recevait en son sein. L'apogée de sa fermeture se situe même en amont, entre 1750 et 1770, car dans cette période trois nouveaux magistrats sur quatre sont des gentilshommes, tandis que seuls deux roturiers font leur entrée au parlement (la charge parlementaire donne ici, comme à Paris et dans deux autres parlements, une noblesse transmissible au premier degré). Avec l'hérédité des charges, ce milieu parlementaire tend à s'autoreproduire, au moins jusqu'à la réforme Maupeou : en 1770, deux parlementaires sur trois ont succédé à leur père. Mais, à l'échelle du siècle, le renouvellement reste toutefois sensible, puisque, entre 1715 et 1790, plus de deux familles parlementaires sur trois ont disparu et ont été remplacées par de nouvelles venues. Ce recrutement reste très largement provincial ; sur soixante-cinq familles nouvelles dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, sept seulement ne sont pas originaires du Dauphiné. À l'aide de nombreux exemples très détaillés, Clarisse Coulomb analyse les straté-